

Campagne d'opinion février - septembre 2006

STOPPONS

l'expansion du soja qui dévaste
l'Amérique du Sud pour nourrir
les élevages intensifs européens

LE SOJA CONTRE LA VIE

Déforestation
Expulsions
Épandages toxiques

EXIGEONS

le soutien à une agriculture paysanne



Confédération Paysanne

GRET



POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

« Il y a encore quelques années », explique un Argentin de l'ONG Incupo, « toutes ces terres étaient essentiellement des exploitations familiales. Les gens y faisaient pousser du maïs, du manioc, du coton... Bref, des cultures de subsistance qui permettaient à chacun de vivre, pauvrement certes, mais dignement. Aujourd'hui hélas, tout cela a bien changé, car ces terres ont été vendues par l'État à de grands propriétaires, qui y produisent surtout du soja génétiquement modifié de manière industrielle. Entre la déforestation, l'utilisation massive de produits chimiques et l'exode rural des paysans, le soja est devenu un vrai fléau pour le Chaco comme pour le reste de l'Argentine et les pays voisins. Un fléau auquel nous devons nous opposer par tous les moyens. »

Intimidations, répression, expulsions, ... Pour de nombreuses familles de paysans sud-américains, ces mots ne font que dépeindre la dure réalité quotidienne. En Argentine, au Brésil, en Bolivie et au Paraguay, le monde agricole est en crise : soutenu par un complexe « agro-politico-industriel » puissant, le soja d'exportation cannibalise terres et populations. Les droits humains sont quotidiennement bafoués, les peuples indigènes se font chasser de leur terre, l'exode rural augmente, et avec lui les bidonvilles en périphérie des villes.

Pour maximiser leurs profits, les élites locales et les multinationales intensifient sans cesse les modes de production. Les populations locales en souffrent, l'environnement aussi. Cela nous concerne tous. Il est en effet difficile de nier la part de responsabilité européenne : notre orientation productiviste et l'industrialisation de nos élevages liée à la consommation croissante de viande contribuent à augmenter la demande en soja.

Chaque jour, cette intensification accroît son emprise sur l'agriculture paysanne, qui est en passe d'étouffer. Or c'est cette production familiale diversifiée, tournée d'abord vers le marché local qui assure l'emploi et la sécurité alimentaire de plus de 13 millions d'agriculteurs au Brésil et 3 milliards d'agriculteurs pauvres à travers le monde.

L'agriculture paysanne doit être soutenue pour garantir une production durable, respectueuse des hommes et de leur environnement. À l'heure actuelle, les logiques de croissance et de concurrence l'emportent au niveau mondial et seuls subsistent les plus puissants. Mobilisons-nous pour que l'agriculture paysanne continue à vivre...

Ce n'est pas une campagne contre le soja...

Le soja est une légumineuse consommée depuis 5 000 ans en Asie, où il constitue encore une part importante de l'alimentation humaine (tofu, lait de soja, sauce de soja). Les « pousses de soja » en revanche ne sont pas du soja : ce sont des pousses de haricot (mungo).

Riche et connu pour ses vertus médicinales, le soja se substitue avantageusement à la viande et aux produits laitiers, et son utilisation dans l'alimentation humaine se développe peu à peu.

Par contre, l'expansion du soja en Amérique du Sud est avant tout destinée à l'alimentation animale (farines, tourteaux à partir des graines de soja, de plus en plus OGM). Cette campagne dénonce les nombreuses dérives et les excès d'un modèle agricole productiviste et spécialisé, et non le soja en tant que tel.



Les protéines sont indispensables à la production intensive de volailles, de porcs, d'œufs et de lait. Associé aux céréales, le soja, très riche en protéines, permet une croissance rapide des animaux, dans un souci de diminution des coûts et des délais de production.

L'Europe, depuis les années 60, développe des élevages intensifs, mais pas sa production de protéines pour les alimenter. Sous la pression des États-Unis, elle décide à l'époque de se spécialiser dans les céréales et d'importer du soja américain. Les pays sud-américains profitent d'une mauvaise récolte américaine en 1973 pour se positionner sur le marché. Les

Une expansion

SANS FIN

multinationales de l'agroalimentaire s'implantent alors sur le continent. Elles sont soutenues par les gouvernements sud-américains qui leur allouent des fonds publics : recherche agronomique, infrastructures, subventions profitent à « l'agro-industrie » du soja. De même, les politiques fiscales et commerciales sont favorables aux exportateurs. Ainsi, entre 2000 et 2003, le Brésil investit 189 milliards d'euros¹ dans

des infrastructures pour faciliter le transport du soja des régions pionnières vers les ports. En 2005, il consacre un budget de 16,4 milliards d'euros aux grands propriétaires.

Les petits agriculteurs n'obtiennent eux que 3,3 milliards d'euros. Par comparaison, en 2004, les recettes d'exportation du soja ne s'élèvent qu'à 8 milliards d'euros.

Aujourd'hui, le Brésil exporte près de 73 % de sa production, l'Argentine, la Bolivie et le Paraguay, 90 %.

Les États-Unis restent le premier producteur mondial avec 85 millions de tonnes, essentiellement destinés au marché domestique. L'Europe est le premier importateur mondial de soja : pour couvrir ses besoins en protéines estimés à 50 millions de tonnes par an, elle importe 35 millions de tonnes de soja.

du soja !

Les institutions financières internationales encouragent cette stratégie de développement basée sur un modèle « agro-exportateur », qui rapporte des devises pour rembourser la dette extérieure. Elles poussent au désengagement de l'État vis-à-vis de l'agriculture paysanne et donc des productions vivrières, et donnent la priorité au secteur privé dans leurs politiques et leurs financements.

Les organisations paysannes et les ONG des pays touchés par cette expansion fulgurante du soja se mobilisent et nous interpellent : ils en dénoncent les conséquences humaines et environnementales et s'engagent dans la recherche d'alternatives. Quelques exemples illustrent le drame qui se joue :

Droits

Un modèle porté par la Banque mondiale

La Société financière internationale (SFI), membre du groupe Banque mondiale, monte des opérations de crédit pour des entreprises qui investissent dans les pays en développement.

La France et l'Union européenne y détiennent respectivement 5 % et 32 % des droits de vote.

La SFI a financé de nombreuses entreprises et infrastructures indispensables à l'expansion du soja, y compris dans la forêt amazonienne.

Ainsi, le groupe brésilien Maggi, l'un des principaux producteurs de soja du Mato Grosso, a obtenu deux prêts de 30 millions de dollars US chacun, en 2002 et 2004. Ces prêts lui servent à financer les avances de paiement à ses fournisseurs, le stockage et le transport des graines, le préfinancement des agriculteurs... Ils ouvrent la voie à l'obtention de prêts plus importants accordés par des banques privées : Maggi a ainsi reçu, en 2004, 230 millions de dollars US d'un consortium européen. Le système d'évaluation de la SFI ne permet pas de mesurer les impacts sociaux négatifs des projets qu'elle finance. Quant aux critères environnementaux, leur application est sujette à débat : ils consistent davantage à demander des mesures correctives qu'à protéger les écosystèmes.

Une filière très concentrée

Au Sud du Brésil, ce sont les petits paysans qui ont d'abord cultivé le soja, mais l'expansion de cette production sur les fronts pionniers au Centre-Ouest du pays et son développement en Argentine, en Bolivie et au Paraguay ont surtout été le fait de grands propriétaires fonciers et d'investisseurs nationaux ou internationaux.

Les trois groupes américains – Bunge, Cargill, Archer Daniels Midland (ADM) –, le brésilien Maggi et le français Dreyfus dominent le négoce et la transformation aux États-Unis, en Amérique du Sud et en Europe. En 2005, au Brésil, ces grandes multinationales assurent 61 % du total des exportations en grains, farine et huile de soja et 59 % des triturations internes. En Europe, les trois sociétés américaines détiennent 80 % du marché de la trituration.



■ « [...] en vingt ans, les surfaces consacrées au soja dans la partie amazonienne de la Bolivie sont passées de 30 000 à 500 000 hectares », selon le représentant d'un mouvement indigène bolivien.

■ Au Brésil, rien qu'en 2002, 700 000 ha de forêt ont été détruits pour laisser place au soja.
■ En juillet 2003, dans le département de l'Itapúa, au Paraguay, 300 familles ont été contaminées par des épandages toxiques².

■ En juin 2005, au Paraguay, Angel Cristaldo et Luis Torres ont été tués lors de l'attaque de leur village par des hommes armés au service d'un producteur brésilien de soja OGM. Ce dernier revendiquait les terres pourtant attribuées aux paysans

dans le cadre de la réforme agraire. Il a été arrêté ainsi que plusieurs des hommes armés, mais la communauté n'a plus rien pour vivre : plusieurs maisons de Tekojoja et toutes les récoltes ont été brûlées lors de l'attaque³.

de l'homme et environnement sacrifiés...



Sécurité et souveraineté alimentaire

Au Brésil, 16,7 millions de personnes, dont une majorité de ruraux, souffrent de la faim. Or les surfaces consacrées aux cultures vivrières de maïs, riz, haricot et blé stagnent ou diminuent. Les populations rurales n'ont pas suffisamment accès aux terres qui leur permettraient de cultiver de quoi vivre et se nourrir. Alors que l'État encourage l'agro-industrie, qui exporte 108 millions de tonnes de denrées alimentaires, il importe de plus en plus de quoi nourrir sa population.

Les responsabilités du modèle agricole européen

L'Europe pourrait produire ses propres protéines végétales ou réduire ses besoins, pour ne plus inciter à l'expansion du soja en Amérique du Sud. Mais elle fait le choix d'importer, pour intensifier ses élevages et en exporter les excédents. Or ces exportations font parfois des ravages : les excédents laitiers ou de volailles exportés à très bas prix concurrencent les producteurs locaux des pays du Sud, détruisant de nombreux emplois et affaiblissant le potentiel de développement d'activités liées à l'agriculture. Ainsi, les conséquences dévastatrices de nos exportations de découpes de volailles vers l'Afrique de l'Ouest ont été dénoncées dans la campagne « L'Europe plume l'Afrique », menée en 2005.

... LA VIE S'ÉTEINT

Une agriculture sans agriculteurs

Avec en moyenne un actif agricole pour 200 hectares, la culture du soja est fortement mécanisée et détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. Au Brésil, alors que l'agriculture paysanne représente 75 % des actifs agricoles, le soja n'en emploie que 6 % mais occupe 47 % des terres cultivées en grains.

1. Un Euro = 2,75 Reals (taux au 11 janvier 2006)

2. Raul Zibechi « Paraguay la guerre du soja ne fait que commencer » in *Courrier international* n° 768 21 juillet 2005.

3. Source : <http://fr.ca.oneworld.net/> Javiera Rulli Paraguay: massacre en Caaguazú 30 juin 2005.

STOPPONS l'expansion du soja en Amérique du Sud

Malgré la gravité de ses conséquences, institutions financières et firmes agroalimentaires continuent d'encourager l'expansion du soja :

■ les institutions internationales, et notamment, la Société financière internationale, accordent des prêts aux opérateurs de la filière soja en Amérique du Sud ;

■ les firmes agroalimentaires internationales, qui bénéficient de ces soutiens, ne peuvent ignorer les impacts de leurs activités ni se dédouaner de leurs responsabilités en édictant des codes éthiques très insuffisants. Une réelle prise en compte de l'impact des activités est nécessaire et doit s'inscrire dans une démarche de régulation par l'État.

EXIGEONS

le soutien à l'agriculture paysanne

Une agriculture paysanne est possible si elle est véritablement soutenue. Nous recommandons donc également :

■ des politiques nationales (recherche agronomique, infrastructures, soutiens agricoles...) au service de tous,
■ des politiques de commerce agricole qui reconnaissent le droit à la souveraineté alimentaire,

en particulier le droit à protéger et soutenir les productions vitales pour le développement rural, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté,
■ que les États assument leur rôle de régulation des entreprises, notamment en posant des conditions à leur installation et à leurs activités, mais aussi en veillant à les contrôler et à imposer la transparence.



© Georges Barthe / CCFD

Rechercher des alternatives techniques et politiques en Europe

- Augmenter la production de protéines végétales : utiliser les terres en jachère, reconvertir les surfaces de céréales destinées à l'exportation.
- Réduire les besoins en protéines : revenir à des systèmes herbagers pour les bovins, limiter fortement la production et les exportations de porcs, de volailles, de produits laitiers.
- Rechercher et promouvoir des aliments de substitution pour l'élevage.
- Désintensifier les productions, mieux les répartir sur le territoire, et promouvoir des filières courtes.

Le silence des entreprises interpellées

En novembre 2005, nous avons informé du lancement de cette campagne, par courrier recommandé, trois des plus grandes firmes de négoce et de transformation du soja (Cargill, Dreyfus, Bunge).

Le président de Cargill France nous a répondu, nous renvoyant à la consultation du site Internet de la société, où est présentée l'initiative « Table-ronde pour un soja responsable » lancée par le WWF (Organisation mondiale de protection de la nature) et dont l'entreprise est partie prenante. Cette initiative vise à déterminer des critères pour la production de soja dans des conditions plus raisonnables. Mais elle ne nous paraît pas satisfaisante en l'état puisqu'elle ne s'accompagne ni d'une remise en cause de la monoculture, ni de mesures mettant fin aux violations des droits de l'homme et au déni des besoins prioritaires des populations les plus pauvres. Les entreprises Bunge Europe et Louis Dreyfus Négoce ne nous ont pas encore répondu à ce jour (17/01/06).



© Georges Barthe / CCFD

Bibliographie

- *L'analyse des déterminants de l'avancée du front du soja en Amazonie brésilienne : le cas du Mato Grosso*, Jean-Pierre Bertrand, Richard Pasquis et al., *Inra-Cirad*, juin 2004.
- *Soja : o grão que cresceu demais, e os impactos deste crescimento sobre a sociedade e o meio ambiente*, Sergio Schlesinger, *Fase*, septembre 2005 (traduction française disponible au CCFD).
- *Quelle vision alternative au marché actuel du soja ? Quelles perspectives de mobilisation pour les organisations européennes ?*, Bénédicte Hermelin, Anne Wagner, *Gret pour la Cidse*, octobre 2005.

Filmographie

- *L'or vert*, réalisé par l'ONG Cordaid, Pays-Bas. Durée : 24mn (disponible au CCFD).
- *Argentine, le soja de la faim*, réalisé par Marie-Monique Robin, Guillaume Martin et Françoise Bouligue, France. Durée : 23 mn.

Campagne menée par :



Confédération Paysanne

GRET



En partenariat avec :

Chrétiens en monde rural (CMR),
Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC)

En lien avec :

Fase, AS-PTA, Movimento dos Sem Terra (MST) et Comissão Pastoral da Terra (CPT) au Brésil, Sepa, FNC et MJCC au Paraguay, Incupo et Mocase en Argentine et le programme Nina en Bolivie.

Avec le soutien de :

Adéquations, Acteurs dans le Monde Agricole et Rural (AMAR), Action Consommation, ALLDC Léo Lagrange Consommation, Amis de la Terre, Autres Brésils, CADTM France, Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), Coordination SUD, Centre de recherche d'information pour le développement (CRID), Crisla, Eaux et Rivières de Bretagne, L'Écologiste, France Nature Environnement (FNE), Fédération Artisans du Monde, Greenpeace, Max Havelaar, Protection mondiale des animaux de ferme (PMAF), RITIMO.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- ▀ Signez et faites signer les cartes par votre entourage, puis envoyez-les au président de l'entreprise proposée, et au ministre français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
- ▀ Menez une réflexion sur vos modes de consommation et leurs conséquences.
- ▀ Informez-vous.

www.sojacontrelavie.org

Contacts

CCFD : www.ccfid.asso.fr

Cohérence : www.reseau-coherence.org

Confédération paysanne : www.confederationpaysanne.fr

Gret : www.gret.org

Réseau agriculture durable : www.agriculture-durable.org

CCFD, 4 rue Jean Lantier, 75001 Paris

Tél. : 01 44 82 80 00 - Fax : 01 44 82 81 44

ccfd@ccfd.asso.fr - www.ccfid.asso.fr